



Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France

« Desserrer les goulets d'étranglement de l'économie est bon pour la croissance »

LE GOUVERNEUR de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a rendu public, jeudi 29 juin, le contenu du rapport annuel de la banque centrale au président de la République.

« La décision de la Banque centrale européenne (BCE), début juin, de relever d'un demi-point ses taux directeurs, a été critiquée par plusieurs dirigeants politiques européens, notamment français, qui y ont vu une menace pour la croissance. C'est aussi l'avis des investisseurs qui, après ce geste, ont fait baisser l'euro... »

— La décision du conseil des gouverneurs de l'eurosystème de relever les taux directeurs de 0,5 point a été bien accueillie dans l'ensemble de l'Europe. Quelques critiques, assez rares, ont été exprimées ici ou là. Toute institution responsable, et qui prend ses responsabilités, doit s'attendre à être critiquée, dans un ensemble démocratique aussi vivant et aussi vaste que l'Europe. C'est à nous d'expliquer inlassablement ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons.

» Je vais vous donner quelques chiffres du mois d'avril qui vont peut-être mieux vous éclairer sur les raisons de cette décision : la croissance de l'agrégat monétaire le plus étroit, "M1", est de 11,4 % en Europe, contre 0,8 % aux Etats-Unis ; la croissance des encours de crédit et de financement au secteur privé est de 11,4 % en Europe, contre 9,3 % aux Etats-Unis ; la hausse des prix à la production est de 5,7 % en Europe, contre 3,9 % pour l'un des indicateurs aux Etats-Unis. Cela n'est pas assez connu. Ces éléments me paraissent pleinement justifier la vigilance dont la BCE fait preuve pour assurer la stabilité des prix, à laquelle nos concitoyens sont très attachés. N'oublions pas que nous sommes garants de la confiance dans la monnaie européenne de nos concitoyens, des Français comme des 293 millions d'Européens, des épargnants et de tous les agents économiques. Faire

preuve de vigilance, c'est renforcer la confiance qui est elle-même essentielle pour la croissance.

— Les critiques adressées à la BCE après sa décision ne confirment-elles pas ses difficultés persistantes en matière de communication ?

— Non. On fait un très mauvais procès à l'eurosystème sur sa communication. Nous sommes très ouverts, très transparents. Wim Duisenberg expose tous les mois le diagnostic du conseil des gouverneurs. Ses rencontres avec le Parlement européen sont très fréquentes. Il s'adresse aux institutions européennes et à l'opinion européenne dans son ensemble. Mes collègues et moi-même sommes à la disposition des Parlements nationaux, des opinions nationales. N'oublions pas que toutes les décisions sont collégiales, que chacun d'entre nous a une voix et que les banques centrales nationales ont pour tâche d'expliquer la politique monétaire de l'Euro à onze opinions publiques légitimement exigeantes, en utilisant neuf langues différentes.

— Le gouvernement français propose de renforcer l'Euro 11, le conseil des ministres des finances de la zone, afin de favoriser la remontée de l'euro. Cela vous paraît-il une bonne idée ?

— Le fait que l'euro soit aujourd'hui dans la partie la plus basse de sa fluctuation vis-à-vis du dollar est, à mon avis, un phénomène économique et monétaire ; ce n'est pas un phénomène politique. Je suis naturellement en désaccord très profond avec les "eurosceptiques", qui prétendent que la monnaie européenne serait faible parce que l'Europe politique serait bancal et contradictoire. Mais je suis aussi en désaccord avec les "pro-européens" qui disent que la monnaie européenne

est faible parce que nous ne serions pas allés assez loin dans la construction de l'Europe politique : à mon avis, ils accablent, eux aussi, une idée fausse.

» Quand l'euro remontera,

comme le dictent les données économiques fondamentales comparées de l'Europe et des Etats-Unis, ces deux thèses seront immédiatement oubliées. En tant que citoyen, je suis profondément en faveur d'avancées supplémentaires de l'Europe politique et très

heureux que notre pays ne laisse pas sans réponse positive certaines suggestions qui nous viennent d'outre-Rhin. En tant que gouverneur, je ne crois pas qu'il y ait un défaut de construction dans l'Union économique et monétaire actuelle. Je crois même que l'on a tendance à sous-estimer l'immense avancée de l'Europe politique inscrite dans les dispositions du traité sur la politique budgétaire : il y a plus de pouvoirs, au sein du Conseil Ecofin et de l'Euro 11, à Bruxelles, sur les budgets des Etats membres de l'Union européenne qu'il y en a à Washington, à Berlin, à Berne, sur les Etats, les Länder, les cantons membres de ces fédérations politiques.

» Cela dit, je suis en faveur du renforcement de l'Ecofin et de l'Euro 11, comme le gouvernement français en a l'intention. Naturellement pas avec l'idée malen-

contreuse d'influencer la Banque centrale européenne, dont l'indépendance est garantie par le traité, mais avec l'objectif de renforcer l'efficacité de la coordination des exécutifs européens dans le domaine de la politique budgétaire, de la politique fiscale et de la politique de réformes structurelles tout particulièrement.

— Quand M. Duisenberg dit "M. Euro, c'est moi", n'outrepasse-t-il pas ses prérogatives ?

— Il dit une évidence. Personne n'a de doute sur le fait que l'eurosystème est le gardien de la monnaie pour le compte des 293 millions d'Européens.

— La BCE semble très inquiète du retour de l'inflation. La vague de la nouvelle économie qui déferle en Europe, avec les gains de productivité qu'elle procure, n'est-elle pas un rempart contre celle-ci ?

— Le message essentiel du

Conseil de la politique monétaire de la Banque de France est précisé-ment que la meilleure stratégie pour lutter contre l'inflation en Europe et en France aujourd'hui, donc pour assurer à la croissance solidité et longévité, comporte trois volets : être aussi ouvert que possible aux nouvelles technologies et aux gains de productivité - ce que l'on appelle aujourd'hui la nouvelle économie -, de manière à avoir les coûts de production les

plus faibles possible ; augmenter résolument les investissements des entreprises, de manière à desserrer les goulots d'étranglement actuels (le taux d'utilisation des capacités de production était, en mai, le plus élevé depuis onze ans) ; desserrer les goulots d'étranglement dans le domaine de l'emploi (43 % des entreprises ont des difficultés de recrutement), en libéralisant les heures supplémentaires et en renforçant l'éducation-formation. Tout ce que nous pouvons faire pour desserrer les goulots d'étranglement de l'économie est bon pour la stabilité des prix, bon pour la croissance, bon pour la lutte contre le chômage.

» Cela dit, pour le moment, nous n'avons pas encore vu, en France et en Europe, le sursaut de productivité que nous appelons de nos vœux. Prenons garde aussi au malthusianisme ambiant qui avait tendance, jusqu'à une époque toute récente, à se méfier des progrès trop rapides de productivité. Il

y a une bonne lecture du mot d'ordre "enrichir la croissance en emplois" : c'est encourager la création massive des emplois de faible qualification qui nous manquent, en particulier dans les services aux ménages. Et une très mauvaise lecture qui consiste à faire l'éloge des faibles progrès de productivité, ce qui est profondément antiéconomique. J'ai trop souvent vu commettre ce contresens !

- A combien estimez-vous le seuil de chômage structurel en France ?

- Le consensus des experts évoque un taux autour de 8 % pour notre pays. Mais, quel que soit ce seuil, nous observons aujourd'hui qu'avec un taux de chômage de 9,8 % 43 % des entreprises ont des difficultés sérieuses de recrutement, ce qui freine une croissance qui pourrait être encore plus brillante. D'où notre double recommandation : libéraliser les heures supplémentaires, renforcer l'effort d'éducation-formation.

- Que pensez-vous du protocole d'accord sur l'assurance-chômage adopté par le Medef et deux syndicats ?

- La Banque de France n'entend se substituer ni aux entreprises ni aux syndicats, pas plus qu'elle n'entend se substituer au gouvernement et au Parlement. Nous notons simplement qu'il y a, du point de vue de la croissance et de la prospérité de notre économie, comme du point de vue de l'intérêt des salariés, un grand avantage

à ce que ceux-ci soient aidés à retrouver un bon emploi le plus vite possible. C'est un des moyens de desserrer la contrainte de rareté du travail que nous éprouvons aujourd'hui, et donc d'avoir plus de croissance et moins de chômage.

- Vous avez été mis en examen dans le cadre de l'enquête sur la sincérité des comptes du Crédit lyonnais au début des années 90. Vous étiez alors directeur du Trésor. Cette procédure judiciaire peut-elle compromettre votre accession à la présidence de la Banque centrale européenne ?

- J'ai entendu et lu les déclarations de MM. Fabius, Védrine, Sapin, Alphanéry en particulier, les déclarations de mes collègues, du président du G 10, du président de la BCE. J'ai lu beaucoup d'articles, y compris dans vos colonnes. Cela m'a fait chaud au cœur. Je n'ai rien d'autre à dire que ce que j'ai déjà dit : j'ai confiance dans le magistrat instructeur et je suis convaincu que mes collaborateurs d'alors et moi-même allons pouvoir lui démontrer que l'Etat a agi dans le strict respect de la légalité. Sur la seconde partie de votre question, comme vous le savez, je n'ai jamais fait aucun commentaire depuis la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement au Conseil européen de Bruxelles en 1998. »

*Propos recueillis par
Pierre-Antoine Delhommals
et Eric Leser*



JEAN-CLAUDE TRICHET

« "Enrichir la croissance en emplois", [c'est] encourager la création massive des emplois de faible qualification »